



Budget de l'Éducation nationale : en grève le 12 novembre !

Alors que le débat budgétaire s'ouvre au parlement, les organisations syndicales de la Vienne CGT-Educ-Action, FSU, SGEN-CFDT, SNALC, Sud-Éducation, UNSA-Éducation appellent les personnels à être en grève le 12 novembre contre le projet de budget 2019 pour l'enseignement scolaire.

Le gouvernement a prévu la diminution de 4 500 emplois de fonctionnaires d'état : 40% de cette baisse est supportée par la seule Éducation nationale !

Ces suppressions de postes sont décidées « en même temps » que le ministre présente son projet de loi pour l'école de la confiance. La fin de la priorité budgétaire conjuguée aux changements de pieds incessants de politique éducative, au mode de pilotage vertical et aux mises en cause des résultats de l'école sont vécus comme une absence de reconnaissance et une remise en cause de la professionnalité des personnels. Les actes et les mots ont du sens. Le ministre ne peut se prévaloir d'un objectif d'augmentation générale du niveau des élèves et de justice sociale, sans s'en donner les moyens.

Le projet de loi de finances 2019 marque ainsi la fin de la priorité accordée à l'Éducation nationale en renouant avec la logique de suppressions de postes, une logique appelée à s'amplifier dans les années suivantes pour atteindre les 50 000 suppressions annoncées de fonctionnaires de l'État.

Les conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail des personnels se dégraderont dès la rentrée prochaine avec :

- le redéploiement des postes dans le primaire qui ne suffira pas au dédoublement CP et CE1 en éducation prioritaire ;
- les 2650 suppressions de postes d'enseignants dans le second degré ;
- les 400 suppressions de postes de personnels administratifs après les 200 de l'an passé.

Dans notre académie, nous nous opposons à la fusion à marche forcée des académies de Poitiers, Limoges et Bordeaux. Pour un véritable service public de proximité, nous exigeons le maintien et l'amélioration du modèle académique actuel et demandons les créations de postes nécessaires !

Pour les personnels, la situation se dégrade et le pouvoir d'achat ne cesse de décroître. Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-es publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron «d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les salarié-es». Ce budget ne porte pas une politique éducative ambitieuse.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à la grève pour demander au gouvernement un autre budget pour l'enseignement scolaire public et une politique éducative à l'écoute des personnels .

lundi 12 novembre 2018

Manifestation à 14h au Rectorat

Venez nombreuses et nombreux à la manifestation !!!



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

12 novembre : les raisons d'une grève

Budget 2019 : l'Éducation n'est plus une priorité !

Le budget 2019 enterre la priorité à l'Éducation Nationale en supprimant 1800 postes. C'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée. Car si le ministère affiche sa volonté de poursuivre et achever le dédoublement des classes de CP et CE1 des écoles des réseaux d'éducation prioritaire, les 1 800 postes prévus ne suffiront pas à mettre en œuvre cette mesure. Et les 2 650 postes d'enseignant-es dans les collèges et les lycées et 400 de personnels administratifs supprimés, dans le cadre d'une croissance démographique et d'une réorganisation des services, n'ont comme seule justification que de répondre aux engagements de suppressions massives de postes dans la fonction publique. Ce n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif !

Et le ministre veut compenser la baisse des moyens dans le second degré par des heures supplémentaires : c'est le retour de la vieille formule « *travailler plus pour gagner plus* », c'est faire peser sur les seuls personnels le fonctionnement de l'éducation sans leur en donner tous les moyens. Inacceptable !



Projet de loi pour une école de la confiance imposé

Ce projet de loi, ajouté aux différentes mesures déjà prises de la maternelle au lycée, va transformer en profondeur le système éducatif : fin des ESPE sans discussions abouties sur la formation initiale, fusion des académies, évaluation, financement du privé, généralisation des expérimentations qui pourront déroger aux statuts... La confiance ni ne s'impose ni ne se décrète ni ne se légifère ! Elle se construit par un dialogue social de qualité et par le respect des personnels, acteurs essentiels du système éducatif, qui doivent être associés aux évolutions en cours. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui d'autant que les personnels constatent le recours croissant aux injonctions.



Fusions des académies

Les expériences d'autres réorganisations de services déconcentrés de l'État, sur d'autres périmètres, ont montré combien il est facile de casser des organisations qui fonctionnent, mais que reconstruire une efficacité est ensuite beaucoup plus hasardeux, surtout quand tout ceci est structuré autour de politiques budgétaires ayant pour dogme de supprimer des postes. L'Éducation nationale est un bien commun bien trop précieux, une richesse publique bien trop essentielle pour que les personnels qui l'incarnent et la créent au quotidien soient aussi mis à l'écart et que leur expertise, leur parole n'aient pas été prises en compte dans l'élaboration de ce projet de loi.

La FSU demande au gouvernement de renoncer à ce projet !



Enseignement professionnel : le compte n'y est pas !

Après le succès des mobilisations du 27 septembre, il s'agit de les poursuivre car la réforme de la voie professionnelle instrumentalise la voie scolaire au profit de l'apprentissage. Elle organise le transfert des contenus d'enseignement et des diplômes aux branches professionnelles. La réduction des horaires dans toutes les disciplines et la multiplication des dispositifs (AP, co intervention, chef d'œuvre...) entérinent au moins 2500 suppressions de postes d'ici 2022 et augmenteront amplement les difficultés des jeunes dans leurs parcours scolaire et professionnel.



**La FSU appelle, dans l'unité la plus large possible,
toutes et tous les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement
agricole à être en grève le 12 novembre et à participer aux mobilisations**